



Brain-be

Belgian Research Action through Interdisciplinary Networks

# POLICY BRIEF

Note de synthèse n°2-FAR-FR

## Entre droits fondamentaux et surveillance : les effets secondaires de la lutte contre la radicalisation sur les musulmans belges.

*Ce rapport examine les effets secondaires de la signalisation et de la détection précoce par les forces de police et de sécurité dans le contexte de la lutte contre la radicalisation violente et le terrorisme sur la vie quotidienne des musulmans belges.*

### Contexte et questions de recherche

Depuis le 11 septembre, les politiques de radicalisation et de lutte contre le terrorisme se sont principalement concentrées sur la radicalisation dite "musulmane". Des recherches menées à l'étranger ont montré que les musulmans qui ne font pas l'objet de poursuites pour terrorisme et radicalisation peuvent également être affectés par ces mesures. Cette recherche se concentre sur la Belgique pour voir si les résultats sont comparables. Notre rapport a donc cinq objectifs en tête.

1. Un premier objectif est de fournir un aperçu des événements possibles liés à une *signalization* (inclusion dans une banque de données de sécurité) ou à un refus de habilitation de sécurité.
2. Un deuxième objectif est d'identifier les conséquences matérielles et immatérielles de cette signalisation ou des avis de sécurité négatifs sur la vie quotidienne de nos répondants.
3. Un troisième objectif est de comprendre comment les avis de sécurité négatifs sont remis en question par nos répondants et quelles sont les procédures existantes à cet égard.
4. Un quatrième objectif est d'explorer l'impact de ces expériences sur la confiance de nos répondants dans la politique, et sur leurs opinions sur la surveillance.
5. L'objectif final est de formuler une série de recommandations sur la base de nos résultats.

À cette fin, nous avons interrogé 23 répondants et plusieurs experts en Belgique néerlandophone et francophone.

#### BRAIN-be

La recherche "Folks, Authorities and Radicalism : between polarisation and social construction" (FAR) est financée dans le cadre du programme BRAIN-be du Bureau fédéral de la politique scientifique (BELSPO).

BRAIN-Be est un programme de recherche pluriannuel lancé par BELSPO en 2012. Il renforce la base scientifique pour le développement de la politique, la stratégie et le potentiel des institutions scientifiques fédérales (ISF).

BRAIN-be soutient des projets individuels, en partenariat ou en réseau, d'une durée de 2 ou 4 ans. La sélection des projets est basée sur l'excellence scientifique et la réalisation des priorités de recherche nationales ou internationales, ainsi que sur les besoins de la politique fédérale.

## Principales conclusions

Les participants qui ont participé aux entretiens ont **vécu plusieurs incidents et événements qui leur font soupçonner qu'ils font l'objet d'une signalisation dans une base de donnée**. Il peut s'agir d'un licenciement, d'un arrêt à l'aéroport, d'un contrôle policier envahissant ou de comptes bancaires bloqués. Les restrictions de voyage à l'aéroport étaient les plus courantes.

Notre enquête montre que **l'impact d'une telle signalisation sur la vie quotidienne de nos répondants est important**. L'impact le plus profond d'un signalement est la perte de revenu due à un licenciement. C'est le cas de nos répondants qui ont reçu un avis de sécurité négatif et ont été licenciés. Bien qu'un avis négatif sur la sécurité ne soit pas toujours contraignant, de nombreux employeurs choisissent de l'appliquer et de licencier leur employé. Les personnes concernées se sont alors souvent retrouvées sans revenu. Une restriction des déplacements ou la fermeture d'un compte bancaire à cause d'une signalisation peut entraîner une perte d'argent. Lorsqu'une personne est arrêtée à la frontière ou n'est pas autorisée à partir en voyage, cela signifie souvent la perte des frais d'hôtel et de vol engagés. Cependant, outre la perte de revenus ou d'argent, ces signatures ont également de graves conséquences sur le bien-être mental et psychologique des personnes concernées.

Notre enquête montre qu'il est **très difficile de contester un signalement**. Nous distinguons ici ceux qui font appel en raison d'un avis de sécurité négatif et les autres. Un recours contre une restriction de voyage ou la fermeture d'un compte bancaire pour des raisons de sécurité est très difficile, voire impossible. Il n'y a pas non plus de procédures officielles pour faire appel contre des signalements abusifs. Lorsqu'une personne fait appel en raison d'un avis défavorable en matière de sécurité, il existe une procédure d'appel formelle auprès de l'Organe de recours ou au tribunal, mais les personnes interrogées ont jugé cette procédure lourde et peu claire.

Bien qu'elles aient été victimes des conséquences de la signalisation préventive, **la plupart des personnes interrogées semblent être en faveur d'une politique de lutte contre la radicalisation et le terrorisme**. De plus, peu d'entre eux ont remis en question l'existence d'une telle politique et presque tous ont estimé qu'il était légitime pour un état de surveiller ses propres citoyens sous certaines circonstances. Bien que leur confiance dans l'état belge ait été affectée par ce qu'ils ont vécu, nos répondants ont également estimé qu'il était important que l'état assure la sécurité de ses citoyens. Cependant, les politiques devraient fonctionner avec des critères clairs, objectifs et justifiés, selon nos répondants. Ils ont dénoncé le fait que des personnes puissent être suivies sans éléments incriminants clairs ni preuves effectives et ont perçu cela comme une injustice.

### Contact

Nadia Fadil, Arthemis Snijders & Kaoutar Boustani, Lore Janssens  
Département d'anthropologie sociale et culturelle, Faculté des sciences sociales, KU Leuven  
e-mail : [nadia.fadil@kuleuven.be](mailto:nadia.fadil@kuleuven.be), [arthemis.snijders@kuleuven.be](mailto:arthemis.snijders@kuleuven.be), [kaoutar.boustani@kuleuven.be](mailto:kaoutar.boustani@kuleuven.be)  
Site web: <https://soc.kuleuven.be/anthropology/research/deradicalization-policies>

BRAIN-be couvre un large éventail de recherches thématiques allant des sciences de la vie à la gestion du patrimoine culturel en passant par un certain nombre de défis sociétaux.

Le projet FAR a été coordonné par le Centre d'Étude de la Vie Politique (CEVIPOL) de l'Université Libre de Bruxelles (ULB), et mis en œuvre conjointement par le Centre de Recherche sur l'Interculturalisme, la Migration et les Minorités (IMMRC) de la Katholieke Universiteit Leuven (KU Leuven) et la Direction Opérationnelle Criminologie de l'Institut National de Criminologie et de Criminologie (NICC).